Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation et l'agriculture

Forum Global sur la Sécurité Alimentaire et la Nutrition • Forum FSN

**SYNTHESE DE LA DISCUSSION EN LIGNE**

**Discussion N. 111 • du 19 janvier au 13 février 2015**

www.fao.org/fsnforum/fr/forum/discussions/examining-linkages-between-trade-and-food-security

# Examen des liens entre commerce et sécurité alimentaire : Quelle est votre expérience ?

## À propos de cette discussion en ligne

Ce document résume la discussion en ligne : ***Examen des liens entre commerce et sécurité alimentaire : Quelle est votre expérience ?*** qui s'est tenue sur le Forum global sur la sécurité alimentaire et la nutrition (Forum FSN) de la FAO du 19 janvier au 13 février 2015.

La discussion a rassemblé 59 contributions de 24 pays et a été facilitée par Ekaterina Krivonos (FAO) et Susan Bragdon (Bureau quaker auprès des Nations Unies). La présentation du sujet et toutes les questions proposées ainsi que les contributions reçues sont disponibles sur la page de la discussion :

www.fao.org/fsnforum/forum/discussions/examining-linkages-between-trade-and-food-security

## Vue d'ensemble

Une grande partie des participants s'est accordée sur le fait que le commerce international peut avoir un rôle important à jouer dans l'assurance de la sécurité alimentaire, mais que le commerce seul ne peut pas entièrement résoudre les problèmes de sécurité alimentaire et pauvreté. En effet, certaines conditions doivent être remplies afin que le commerce puisse affecter positivement la situation de la sécurité alimentaire de la population : assurer l'hygiène des aliments ; développer un impératif moral ; appuyer la diversité des cultures : permettre les subventions agricoles aux petits exploitants ; assurer une réduction des pertes et gaspillages alimentaires et développer des politiques commerciales qui appuient les pays démunis.

Le commerce peut être une composante significative de l'augmentation de la productivité, la disponibilité des aliments et des revenus des ménages et peut donc avoir un effet bénéfique sur la sécurité alimentaire. Les barrières commerciales imposées par les pays exportateurs nets peuvent d'un autre côté donner lieu à des pénuries alimentaires et ainsi affecter négativement toutes les dimensions de la sécurité alimentaire.

À la fois, de nombreux contributeurs restent sceptiques envers les accords commerciaux actuels et ont critiqué l'idée qu'une stratégie de sécurité alimentaire fonctionnelle qui appuie explicitement les petits exploitants agricoles puisse être compatible avec une approche de la sécurité alimentaire fondée sur le marché global.

Beaucoup soutiennent l'idée que l'amélioration de la disponibilité uniquement au moyen du libre-échange n'est pas suffisante pour assurer la sécurité alimentaire. Les gouvernements doivent plutôt assumer un rôle actif dans l'obtention d'un accès à des aliments sains sur une base durable pour tous.

De plus, les effets négatifs non intentionnels de la plus grande ouverture commerciale doivent être traités dans la phase de conception des accords commerciaux.

## Comment les règlementations et les accords commerciaux affectent-ils les quatre dimensions de la sécurité alimentaire (disponibilité, accès, utilisation, stabilité) ?

Il existe plusieurs points de vue concernant l'influence des accords commerciaux sur la sécurité alimentaire. Les défenseurs du libre-échange tout comme ceux de la souveraineté alimentaire sont prompts à présenter des évaluations opposées de l'impact de la libéralisation des échanges sur la sécurité alimentaire. (Christian Häberli)

Cependant, le niveau d'influence des politiques commerciales sur les éléments de la sécurité alimentaire dépend largement de divers paramètres géopolitiques dans les différents pays.

### Les accords commerciaux peuvent affecter positivement la sécurité alimentaire :

Le commerce peut affecter les individus de manière positive et apporter une sécurité alimentaire plus large et des avantages liés au développement. Il peut être complémentaire avec les systèmes alimentaires locaux, en augmentant la disponibilité, la diversité et la qualité des produits. Les gains potentiels associés au commerce plus important et à une circulation plus facile des biens et services deviennent une composante significative des efforts de sécurité alimentaire et de l'agenda plus large du développement agricole. S'il fait l'objet d'une bonne gouvernance, le commerce crée des opportunités pour les petits producteurs d'augmenter leurs revenus – une composante essentielle de l'amélioration de la sécurité alimentaire et la réduction de la malnutrition. Un environnement favorable fort, avec des lois et normes transparentes et bien mises en œuvre, est essentiel à un tel développement. (Santosh Kumar Mishra, Ann Steensland, Ruth Campbell, Nikolai Fuchs)

En effet, s'appuyer uniquement sur la production propre implique des risques plus importants de perturbations de l'approvisionnement du fait des urgences climatiques, des conflits armés et autres chocs. Les preuves montrant que se tourner vers un modèle plus isolationniste puisse produire des résultats positifs en termes de sécurité alimentaire semblent peu nombreuses. (Ekaterina Krivonos)

Le commerce des produits agricoles est essentiel pour connecter les zones excédentaires aux zones déficitaires en produits agricoles. Ceci est primordial pour optimiser l'utilisation des ressources agricoles disponibles, éviter le gaspillage et permettre à toute région ou pays de se concentrer sur la production des produits agricoles pour lesquels il existe un avantage comparatif. (Emile Houngbo)

Au niveau mondial, la contribution la plus importante des accords commerciaux et des règlementations à la sécurité alimentaire est l'accès amélioré aux marchés à travers des accords

bilatéraux/régionaux/multilatéraux. Des accords sont conçus pour encourager les investissements internationaux, ce qui peut amener à augmenter le développement agricole et l'auto-suffisance. L'accès amélioré aux aliments à bas coûts issus des marchés mondiaux pour les populations pauvres du monde peut constituer un autre avantage d'un régime commercial mondial transparent. (Isin Tellioglu)

Il existe aussi des preuves que la participation au marché des petits acteurs est en général une clé de la réduction de la pauvreté. Les impacts de la participation des petits agriculteurs à l'agriculture d'exportation dépendent des structures des marchés et des mécanismes d'intégration spécifiques. (Ruth Campbell)

### Soutien du Fonds international de développement agricole aux petits producteurs de cacao

Sao Tomé-et-Principe possède l'une des graines de cacao les plus rares et chères du marché, mais le crash du prix du cacao en 1998 a dévasté l'industrie locale du cacao. Depuis 2003, le Fonds international de développement agricole (FIDA) facilite un partenariat public-privé conçu pour aider les petits producteurs de cacao à étendre leurs exportations de fèves de cacao certifiées issues de l'agriculture biologique et du commerce équitable. Les exportations de cacao sont passées de 50 à 900+ tonnes en tout juste dix ans (2003-2013). Les producteurs vendent désormais leur cacao à un prix plus que doublé et leurs revenus ont augmenté au quintuple. Les familles ont commencé à investir dans des améliorations résidentielles, tandis que les associations de producteurs ont investi dans des centres de santé et des projets d'assainissement communautaires. Tous ces investissements contribuent et encouragent une bonne nutrition. (Ann Steensland)

### Barrières commerciales dans la région du Proche Orient et de l'Afrique du Nord

La région est fortement dépendante des importations du marché international et par conséquent la plupart des pays de la région sont vulnérables face aux chocs des prix alimentaires. Les barrières commerciales imposées par les pays exportateurs nets ont affecté toutes les dimensions de la sécurité alimentaire, particulièrement la disponibilité, l'accès et la stabilité aux niveaux du marché et des ménages. En 2007, l'impact des chocs des prix sur la sécurité alimentaire a été sévère, touchant 4 millions supplémentaires de personnes sous-alimentées dans cette région. La raison en est que les pays exportateurs d'aliments ont réagi aux chocs des prix en augmentant les barrières à l'exportation pour maintenir les produits disponibles sur leurs marchés domestiques. Les accords mercantiles et commerciaux sont donc cruciaux pour faciliter et stabiliser les flux d'importation d'aliments. (Isin Tellioglu)

### Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture

La région de l'Amérique latine et des Caraïbes possède un vaste potentiel en termes d'alimentation et d'agriculture. Afin que dure le taux actuel de croissance de la productivité totale des facteurs et de permettre à la région d'écouler son surplus agricole, l'Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (IICA) fournit des formations et une coopération technique à ses 34 États membres et contribue à améliorer les capacités d'exportation des petits et moyens producteurs. (Ann Steensland)

## Les accords commerciaux peuvent affecter négativement la sécurité alimentaire :

Sur le marché mondial, la demande est corrélée à une capacité à payer plutôt qu'au besoin humain d'aliments. L'accès pour les plus démunis, la distribution, les inégalités et la justice ne sont pas pris en compte. (Susan Bragdon)

En effet, le libre échange international est rarement motivé par un désir d'améliorer la sécurité alimentaire en soi. Par conséquent, en l'absence de limitations légales claires de l'étendue des profits possibles tirés du commerce alimentaire, ou de considération de l'impact de ce dernier sur la sécurité alimentaire, ces échanges peuvent constituer une sérieuse menace pour la sécurité alimentaire d'une communauté. (Lal Manavado)

Les processus d'intégration régionale et l'amélioration des échanges entre pays frontaliers peuvent aussi avoir une série d'implications négatives en termes de sécurité alimentaire : une diversification moindre et une exposition plus forte aux chocs, un manque d'opportunités pour les populations des régions frontalières, une dépendance accrue aux fournisseurs éloignés pour équilibrer l'approvisionnement et les stocks durant une crise. (Juan GarciaCebolla)

De plus, les participants ont trouvé que le commerce alimentaire mondial est de plus en plus contrôlé par une poignée d'entreprises multinationales. Ces grandes entreprises agro-industrielles jouent un rôle actif dans la définition des accords de libre-échange et tendent à voir les aliments comme une simple marchandise plutôt qu'un droit humain. (Santosh Kumar Mishra)

### L'Accord sur l'agriculture de l'OMC et le GATT

Les participants ont perçu une incompatibilité entre la sécurité alimentaire et les règles de libéralisation des échanges établies par le GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce) et l'Accord sur l'agriculture de l'OMC (Organisation mondiale du commerce).

L'emphase mise sur la compétitivité sur les marchés internationaux ne favorise pas la création de marchés domestiques solides et la concentration sur les exportations éclipse les besoins des consommateurs locaux. En l'absence de provisions spécifiques que les membres de l'OMC pourraient utiliser pour assurer la sécurité alimentaire de leurs populations, la libéralisation du commerce limite la capacité des politiques gouvernementales à mettre en œuvre des mesures visant à améliorer la sécurité alimentaire. (Biswajit Dhar, Gérard Choplin)

### Exportations/importations et auto-suffisance

Les exportations alimentaires issus des pays pauvres ont le potentiel de produire des bénéfices pour les populations locales, mais la distribution de ces bénéfices n'atteint pas souvent les personnes les plus touchées par l'insécurité alimentaire et la malnutrition et est susceptible de favoriser principalement les populations riches locales et l'élite gouvernementale.

De plus, la pression en faveur de l'ouverture des marchés domestiques aux fournisseurs étrangers donne souvent lieu à l'inondation d'aliments de l'extérieur sur les marchés locaux. Ceci a des répercussions financières sévères sur les producteurs alimentaires locaux qui ne peuvent pas être compétitifs face aux produits importés. (George Kent)

### L'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) au Mexique

La sécurité alimentaire du Mexique a été altérée par l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), qui s'est traduit par des importations massives de maïs étatsunien subventionné au

Mexique. Les effets de l'ALENA sont dévastateurs pour les petits producteurs et pour la population appauvrie, car les producteurs ne sont pas capables d'entrer en compétition avec les grandes entreprises, ce qui entraîne une baisse du pouvoir d'achat alimentaire de la population. Dans le même temps, les grands producteurs n'ont pas pris en compte le fait que pour obtenir cette production ils devaient consommer des ressources qui devraient être utilisées au bénéfice de la population dans son ensemble. (Moisés Gómez Porchini)

### Effets des accords commerciaux au Kirghizistan

L'entrée de la République kirghize dans l'OMC a influencé les quatre dimensions de la sécurité alimentaire. L'augmentation des importations d'intrants a accru la productivité des cultures, c'est-à-dire leur disponibilité. À la fois, des répercussions négatives sur les dimensions d'utilisation et stabilité sont apparues du fait de la baisse de la production locale de semences et des risques phytosanitaires provenant des produits de contrebande importés d'Ouzbékistan et du Tadjikistan. (Abdybek Asanaliev)

### Accès aux aliments pour les pêcheurs pakistanais

Les prix du poisson de pêche au Pakistan augmentent de manière croissante au Pakistan, tout comme le volume des exportations. Cependant, du fait d'inégalités croissantes entre pêcheurs et commerçants, entreprises de transformation et exportateurs, les pêcheurs n'en retirent que très peu de bénéfice. En fait, ces inégalités donnent lieu à une situation inacceptable où les pêcheurs ne peuvent pas se permettre de consommer leur propre pêche de variétés hautement nutritives et dépendent de plus en plus de la consommation de volaille. Cette volaille est bon marché du fait de plusieurs subventions qui couvrent notamment des aliments élaborés à base de poisson pêché massivement par les grands chalutiers commerciaux. (A Ercelan)

## Créer une cohérence entre les mesures de sécurité alimentaire et les règles commerciales

Les participants ont partagé divers points de vue sur les possibilités de créer une cohérence entre les mesures de sécurité alimentaire et les règles commerciales. Certains ont estimé que concevoir un cadre dans lequel les règlementations commerciales et les politiques agricoles en faveur des pauvres peuvent s'appuyer mutuellement est très difficile (Biswajit Dhar), et d'autres ont argumenté qu'il est impossible d'élaborer une politique nationale commerciale et de sécurité alimentaire sans contrevenir aux règles actuelles de l'OMC puisqu'une telle politique serait considérée comme une distorsion du libre-échange international. Changer ceci contreviendrait aux dogmes libéraux et nécessiterait donc un engagement fort de plusieurs acteurs internationaux. (Jean-Marc Boussard)

Les accords de libre-échange actuels, de fait, contredisent souvent les politiques régionales qui appuient les producteurs de l'agriculture biologique et les processus visant la durabilité. De meilleures règles de gouvernance et de propriété foncière peuvent générer des conditions favorables pour obtenir une plus grande équité. (Manuel Castrillo)

Les interventions pouvant aider à rendre cohérents les accords commerciaux et la sécurité alimentaire incluent aussi : assurer la participation des producteurs aux négociations commerciales et évaluer l'impact des accords commerciaux sur la sécurité alimentaire, les régimes alimentaires et la nutrition et sur d'autres aspects du développement économique et social. (Ekaterina Krivonos, Susan Brangdon)

### Approches fondées sur les droits

Une approche fondée sur les droits humains pourrait contribuer à faire face à certaines externalités négatives du commerce sur la sécurité alimentaire, en promouvant l'empowerment et en augmentant la participation à la prise de décisions pour équilibrer les priorités, en incluant les besoins des personnes vulnérables. (Juan GarciaCebolla)

Les lois sur le commerce alimentaire doivent être finement examinées, tout d'abord, pour s'assurer que les aliments sont envoyés là où il y en besoin, et que la transaction ne serve pas simplement ceux impliqués dans l'échange, mais bien les droits des personnes à l'alimentation. (Ghose Bishwajit)

Des participants ont ainsi estimé que les règles qui menacent le droit à l'alimentation des pauvres doivent être remises en cause au regard des conventions existantes sur les droits humains. Les parties prenantes devraient entamer des évaluations d'impact sur les droits humains publiques et participatives des règles commerciales, à la fois durant et après le processus de négociations commerciales. (Claudio Schuftan)

### Souveraineté alimentaire

Une approche fondée sur la souveraineté alimentaire peut être primordiale pour réparer les anomalies créées par le libre-échange, y compris concernant les droits à la terre et aux ressources des petits agriculteurs.

La souveraineté alimentaire permettrait de suivre d'autres priorités, comme le besoin d'alimenter les populations avec des produits locaux/régionaux en premier lieu, la nécessité de politiques agricoles et de leur donner un nouvel espace, en remettant le commerce à sa juste place (toujours importante). Ceci permettrait aussi de faire face aux défis climatiques et énergétiques en limitant le transport de longue distance. Cette idée gagne rapidement en soutiens, bien qu'elle ne soit pas encore appuyée par les principaux acteurs internationaux des politiques agricoles. (Gérard Choplin, A Ercelan, Ghose Bishwajit)

### Depuis un système orienté marché vers un système orienté développement

Les rapports sur le développement ont démontré que les règles commerciales de l'OMC de 1994 et la « libéralisation » des marchés agricoles ne sont pas parvenues à apporter la sécurité alimentaire et ont fait empirer la situation. (Gérard Choplin)

L'Accord sur l'agriculture spécial de l'OMC est orienté marché et exportation et encourage la spécialisation et l'industrialisation de l'agriculture. Les petits agriculteurs sont exclus par ces mécanismes. Ceci pourrait changer si des externalités négatives étaient intégrées dans le prix des biens.

La solution pourrait donc consister à passer d'un système orienté marché vers un système orienté développement se concentrant sur la fertilité des sols, l'amélioration des semences souveraine, les marchés locaux et les communautés résilientes. (Nikolai Fuchs)

Une autre proposition serait de s'assurer de la distribution adaptée des profits à travers des *filets de sécurité* pour accompagner les accords commerciaux. (George Kent)

### Aide alimentaire et commerce

Un effort pour créer une cohérence entre sécurité alimentaire et accords commerciaux a été déployé en 2012 avec la Convention relative à l'assistance alimentaire, qui insiste particulièrement sur les besoins nutritionnels des populations et sur les besoins d'assistance des pays bénéficiaires. Cependant, la Convention de 2012 limite l'application de ses provisions en exigeant leur compatibilité avec les droits établis par l'OMC, en particulier avec les impacts futurs des négociations agricoles commerciales. Dans ce contexte, seule l'aide alimentaire d'urgence qui remplit certaines conditions serait considérée compatible avec les droits de l'OMC, ce qui réduirait considérablement les efforts fondés sur la Convention de 2012. (Marie Cuq)

## Comment la stratégie de sécurité alimentaire, y compris ses composantes qui appuient explicitement les petits agriculteurs dans des contextes d'agrodiversité et biodiversité, peut-elle être mise en œuvre de manière compatible avec une approche de la sécurité alimentaire fondée sur le marché global ?

La subsistance des agriculteurs court un risque majeur du fait du libre-échange, et une simple ouverture des marchés sans traiter les faiblesses du système alimentaire local au préalable ne semble pas être une stratégie viable. (Ekaterina Krivonos)

Une compréhension de ce qui motive les agriculteurs, y compris les petits exploitants, pour cultiver des quantités et types d'aliments spécifiques fait souvent défaut dans les débats sur le commerce/la sécurité alimentaire. (Dennis Bennett)

Les participants ont discuté des mesures et approches pour appuyer l'accès et la participation des petits agriculteurs aux marchés et améliorer leur sécurité alimentaire.

### Transformations en faveur des pauvres

Les marchés s'ouvrent à la fois en interne et en externe, incitant ainsi les agriculteurs à se tourner vers les cultures commerciales. Les programmes d'ajustement structurel renforcent ces incitations en rendant la production d'exportation plus rentable qu'auparavant. Ceci est important car la sécurité alimentaire des pauvres ruraux et urbains dépend de revenus suffisants et durables. La transformation en faveur des pauvres des économies rurales demande une productivité agricole et une efficacité de la chaîne de valeur croissantes, en diversifiant l'activité économique, et en intégrant l'économie rurale dans l'économie plus large à travers des systèmes de marché solides. (Santosh Kumar Mishra)

### Coopératives

Les producteurs alimentaires devraient être encouragés à former des coopératives de taille modérée pour gérer leurs produits, afin que tout acteur impliqué dans le commerce alimentaire depuis les producteurs jusqu'aux consommateurs obtiennent un traitement juste. Ceci encouragerait de nombreuses personnes à se tourner vers une profession agricole, au lieu de l'éviter comme c'est souvent le cas. (Lal Manavado)

### Chaîne de valeur de la sécurité alimentaire (FSVC) locale

Une meilleure approche de la sécurité alimentaire mondiale consisterait à se concentrer sur tous les aspects de la chaîne de valeur de la sécurité alimentaire locale qui inclut l'entièreté du

système de sécurité alimentaire : 1) préparation des terres ; 2) culture ; 3) stockage et traitement ; 4) transport ; et 5) marché. La cohérence entre les mesures de sécurité alimentaire et les règles commerciales est possible, si la chaîne de valeur de la sécurité alimentaire (FSVC) locale est considérée au préalable.

Si les participants à tous les aspects de la FSVC ne sont pas traités avec dignité et respect, à savoir traités selon les droits humains fondamentaux, la sécurité alimentaire sera réduite car des mesures inefficaces ont été introduites dans le système. (Dennis Bennett)

### Stocks régulateurs internationaux pour la sécurité alimentaire

Certains participants ont évoqué le rôle des stocks régulateurs et des réserves publiques de semences pour contribuer à la stabilisation des prix agricoles. (Gérard Choplin, Leanne Ussher) La volatilité des prix associée à des stocks mondiaux faibles peut entraîner d'importantes variations des prix et une insécurité alimentaire. Les politiques gouvernementales de stocks régulateurs peuvent améliorer le bien-être d'un pays, car elles apportent une autonomie aux actions nationales en limitant la propagation négative des politiques commerciales nationales. Ces stocks régulateurs pourraient être contrôlés par une organisation internationale de produits de base dans le directoire duquel seraient représentés à la fois les pays producteurs et consommateurs. (Leanne Ussher).

### Éliminer les barrières dans la chaîne de valeur

Avant de traiter les questions des accords commerciaux transnationaux, les politiques devraient se concentrer sur l'appui aux petits agriculteurs en éliminant les « barrières » de la chaîne de valeur et en encourageant les changements comportementaux/culturels lorsque nécessaire pour créer un « système » local d'agrodiversité et biodiversité solide et durable.

Le risque du marché des entreprises distributrices, des coopératives ou des intermédiaires doit aussi être traité avec prudence, afin que ceux-ci puissent payer des prix raisonnables pour les produits agrodiversifiés et biodiversifiés locaux et stocker, transporter et vendre de manière rentable cette production aux consommateurs finaux. (Dennis Bennett)

## Références

Amin, S.1985. Delinking: towards a polycentric world. London, Zed Books

Anderson, K. and Swinnen, J. How can trade improve food security in sub-Saharan Africa? Stanford

Bobenrieth, E., Wright, B. and Di Zeng, D.2012. Stocks-to-use ratios as indicators of vulnerability to spikes in global cereal markets, Second Session of the AMIS Global Food Market Information Group
http://www.amisoutlook.org/fileadmin/user_upload/amis/docs/reports/AMIS_IG_12_4_Stock_to_use.pdf

Bragdon, S.2013.Small-scale farmers: The missing element in the WIOP-IGC Draft Articles on Genetic Resources (p2&3) Quaker United Nations Office, Geneva

Buisson, M.2013. Conquérir la souveraineté alimentaire http://www.editions-harmattan.fr/index.asp?navig=catalogue&obj=livre&no=41507

Caballero, R.J., E. Farhi, E. and Gourinchas, P.2008. *Financial Crash, Commodity Prices, and Global Imbalances* Brookings Papers on Economic Activity, Fall, pp 1-55.

Campbell, R.2013. Feed the Future Learning Agenda Literature Review: Expanded Markets, Value Chains and Increased Investment http://agrilinks.org/library/feed-future-learning-agenda-literature-review-expanded-markets-value-chains-and-increased
http://acdivoca.org/

Chagnon, N. A.2014.*Warfare and reproductive success in a tribal population*. University of Missouri–Columbia, Columbia

Clapp, J.2014. Trade Liberalization and Food Security Examining the Linkages. Quaker United Nations Office

Clapp, J.2014. Trade Liberalization and Food Security: Examining the Linkages. Quaker United Nations Office, Geneva.

Clark, C., Emerson, J. and Thornley, B.2015. The Impact Investor: Lessons in Leadership and Strategy for Collaborative Capitalism

CUQ, M.2014.La Convention de 2012 relative à l'assistance alimentaire: une avancée pour l'aide et le développement en faveur d'un accès à une alimentation adequate? FAO http://www.fao.org/fsnforum/sites/default/files/resources/M.CuqConventionAssistanceAlimentaire2014_0.pdf

De Schutter, O.2011.Report submitted by the Special Rapporteur on the right to food, Olivier. A/HRC/19/59

Ercelan, A. and Shah, M.2014. *Life for all: nourished now & forever?* http://asiapacific.anu.edu.au/blogs/southasiamasala?s=ercelan&searchbutton=go

FAO, IFAD and WFP. 2014. The State of Food Insecurity in the World 2014. Strengthening the enabling environment for food security and nutrition. Rome, FAO

GATT.1958. Trends in International Trade, a report by a Panel of Experts. Geneva

Global Harvest Iniciative.2014. GHI's 2014 Global Agricultural Productivity Report http://www.globalharvestinitiative.org/index.php/gap-report-gap-index/2013-gap-report/2013-gap-report-digital/

Global Harvest Iniciative.2014. International Trade and Agriculture: Supporting Value Chains to Deliver Development and Food Security http://www.globalharvestinitiative.org/index.php/policy-center/international-trade-and-agriculture-supporting-value-chains-to-deliver-development-and-food-security/

Gruber, J. W. and R Vigfusson, R.J.2013. Do Low Interest Rates Decrease Commodity Price Volatility?
http://www.federalreserve.gov/econresdata/notes/ifdp-notes/2013/do-low-interest-rates-decrease-commodity-price-volatility-20130926.html

Headey, D.2014. Food Prices and Poverty in the Long Run, IFPRI, 2014

ICN2.2014.*Rome Declaration on Nutrition*. p.1, 5 and 5.a and p 4, 14.f. FAO

IPCC.2007. *Fourth Assessment Report.* Cambridge University Press, Cambridge, United Kingdom and New York, NY, USA

Kahn, R.2012. *Speculation and Buffer Stocks: The Legacy of Keynes and Kahn.* Preserved in the Modern Archives of Kings College Cambridge

Kaldor, N.1967. *Strategic factors in Economic Development*. Cornell University Press. Ithaca.

Keynes, J.M.1944.*Note by Lord Keynes*. The Economic Journal, Vol. 54 (215/216): 429-430.

Korngold, A.2014. A Better World, Inc.: How Companies Profit by Solving Global Problems...Where Governments Cannot

Kozacek, C.2014.*World Food Supplies Recover From Drought and Reach 15-Year High* http://www.circleofblue.org/waternews/2014/world/world-food-supplies-recover-droughts-reach-15-year-high

Lamy, P. 2013.*The Geneva Consensus: Making Trade Work for Us All*. Cambridge, Cambridge University Press.

Magrini, E., Salvatici, L., Montalbano,P. and Nenci, S.2014.Agricultural Trade Policies and Food Security: Is there a Causal Relationship? http://www3.lei.wur.nl/FoodSecurePublications/25_Salvatici_et_al_Agtrade-policies-FNS.pdf

Nguema, I. and Giscard Assoumou E.2014.Trade Liberalization and Food Security: For a New Green Revolution in Africa http://www.fao.org/fsnforum/sites/default/files/resources/jfs-2-2-1%20%284%29.pdf

Sayera, J.1 and Cassmanb, K.2013. *Agricultural innovation to protect the environment.* aCentre for Tropical Environmental and Sustainability Science and School of Earth http://www.fao.org/fsnforum/sites/default/files/resources/Agricultural%20innovation%20to%20protect%20the%20environment.pdf

Tang,K. and Xiong, W.2010. *Index investment and financialization of commodities* http://www.nber.org/papers/w16385.pdf

Timmer, P. 2009.*A world without Agriculture: The Structural Transformation in Historical Perspective.* Wendt Memorial Lecture (American Enterprise Institute, Washington DC). http://www.aei.org/wp-content/uploads/2014/06/-a-world-without-agriculture-the-structural-transformation-in-historical-perspective_145442400043.pdf

Timmer, P.1995. p.470. Getting agriculture moving: do markets provide the right signals. Food Policy 20 (5), 455-472.

Timmer, P.2010.Behavioral dimensions of food security http://www.pnas.org/content/109/31/12315.full.pdf

Wise, Timothy.2014.Malawi`s paradox: Filled with both corn and hunger, Global Post.

World Bank.2009.p. 127-130. Global Economic Prospects 2009: Commodities at the Crossroads http://issuu.com/world.bank.publications/docs/gep_2009 .

-

**Avertissement**

Les appellations employées dans ce produit d'information et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) aucune prise de position quant au statut juridique ou au stade de développement des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. La mention de sociétés déterminées ou de produits de fabricants, qu'ils soient ou non brevetés, n'entraîne, de la part de la FAO, aucune approbation ou recommandation desdits produits de préférence à d'autres de nature analogue qui ne sont pas cités. Les opinions exprimées dans ce produit d'information sont celles du/des auteur(s) et ne reflètent pas nécessairement les vues ou les politiques de la FAO.